

Depuis l'introduction de l'anarchie et de la barbarie en RCA par la rébellion Seleka, les Centrafricains attendent de tout gouvernement de transition, les actions suivantes :

- 1- Ramener la Sécurité
- 2- Remettre l'administration en fonction sur toute l'étendue du territoire
- 3- Organiser les échéances électorales en commençant par les élections municipales

Le Cercle de Réflexion wa A za estime qu'on ne peut pas ramener la sécurité sans implication de toutes les forces de défense et de sécurité, à savoir la police, la douane, les eaux et forêts, la gendarmerie et l'armée.

Dans son manifeste rendu public, le 19 septembre 2013, wa A za a appelé pour une restructuration en urgence des forces armées centrafricaine (FACA) et établi un résumé d'une proposition de remise en mouvement des FACA. Ce manifeste a été plébiscité par plusieurs centrafricains et amis de la RCA. Ce fut l'occasion de réaffirmer un attachement à la nécessité d'une armée nationale capable de les protéger. Le manifeste décrivait un schéma de recrutement et une stratégie de mobilisation à moindre coût par rapport à une prise en charge des forces étrangères supplémentaires susceptibles de renforcer une opération militaire extérieure. Cette déclaration de wa A za avait aussi détaillé les avantages de la contribution des soldats centrafricains dans les efforts de rétablissement de la paix : leur connaissance du terrain et leur capacité à poursuivre les opérations une fois les missions internationales terminées.

La présente réflexion s'inspire des résultats des dix missions internationales mises en place et soutenues, ces dernières années, par les Nations Unies pour restaurer la paix en la République Centrafricaine.

1. La **MISAB** : Première Mission Interafricaine de Surveillance des Accords de Bangui créée le 31 janvier 1997 et déployée du 8 février 1997 au 15 avril 1998.
2. La **MINURCA** : Créée le 27 mars 1998 par l'ONU, cette Mission des Nations Unies en République Centrafricaine a été déployée du 15 avril 1998 au 1<sup>er</sup> février 2000 en remplacement de la MISAB.
3. Le **BONUCA**: Bureau d'appui à la consolidation de la paix en République centrafricaine, est entré en activité le 15 février 2000 en remplacement de la MINURCA sur **le plan politique** ; puis **BINUCA**, le 1er janvier 2010.
4. La **FOMUC** voit le jour, le 2 octobre 2002, grâce aux États membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) pour remplacer la MINURCA sur **le plan sécuritaire** jusqu'au 12 juillet 2008.

5. La **MICOPAX** : Mission de consolidation de la paix en Centrafrique succède à la FOMUC le 12 juillet 2008 grâce aux efforts des États membres de la CEMAC.
6. Le **BINUCA** : Bureau Intégré des Nations Unies pour le Centrafrique jouait le rôle d'appui à la mise en œuvre de la transition, à la prévention des conflits, à l'assistance humanitaire et à la stabilisation de la sécurité.
7. La **MINURCA** : Mission des Nations unies en République centrafricaine, la Minurca naquit en avril 1998 par la résolution 1159 du Conseil de Sécurité. Elle a pris fin en février 2000.
8. La **MINURCAT** : Mission des Nations unies en République centrafricaine et au Tchad, de septembre 2007 en décembre 2010
9. La **FOMAC** : Cette Force multinationale de l'Afrique centrale est liée à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). Elle était composée de soldats de l'armée des Etats membres.
10. La **MISCA** : est la dixième mission de paix déployée en République centrafricaine depuis 1997.

**Constat** : la situation politico militaire de la RCA ne s'est pas améliorée malgré 10 missions des nations unies en 20 ans. Les Centrafricains n'ont été impliqués dans aucune de ces missions.

Malgré toutes ces missions de consolidation de paix en République Centrafricaine, la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée. Il est temps d'une nouvelle stratégie impliquant la population centrafricaine.

## 1-Potentiel humain : Pour une force de défense et de sécurité

Il est établi que l'effectif et l'équipement d'une armée nationale démontrent la puissance militaire d'un pays et sa capacité à se défendre. Dans une liste publiée en 2010 par l'institut international d'études stratégiques de Londres (IISS), l'armée de la République populaire de Chine comptait 3 455 000 hommes dont 2 285 000 combattants actifs suivi des Etats-Unis avec 2 455 837 dont 1 580 255 actifs. Sur cette liste, on retrouvait la France avec 469 461 dont 352 771 actifs. En Afrique, l'Érythrée mène le peloton avec 321 750 dont 201 750 actifs suivi du Maroc, de la RDC et de l'Algérie. La RCA ne comptait que 3 150 dont 2 150 actifs.

Djotodia et ses éléments étaient soutenus par d'autres rebelles centrafricains, anciens partisans de Bozizé, l'APRD et la CPJP, pour prendre le pouvoir. Il n'y avait d'armée que nom ; mis à part une force exclusivement dédiée à la sécurité présidentielle donc à la protection des présidents de la République et de leurs

familles. L'organisation politique du ministère centrafricain de la défense nationale consistait à réprimer la population ou l'opposition en cas de contestation.

Selon la liste mentionnée plus haut, environ 3500 personnes civiles et militaires émargeaient sur le compte des forces de défenses et de sécurité dont 2000 pour la sécurité. A ce nombre s'ajoute une estimation de quelque 1500 policiers, douaniers, eaux&forêt et gendarmes chargés de la sécurisation, du maintien de l'ordre sur un territoire de 622.000 Km<sup>2</sup>. Ce qui représente 2 agents pour 100 km<sup>2</sup> ou encore 3 agents pour 10.000 habitants.

Les multiples barrières de police et de gendarmeries installées sur tous les axes menant à Bangui, constituent un des éléments de répression contre les paysans et les minorités. Ces barrières sont, de facto, source de ségrégation qui ne dit pas son nom dans la gestion politique de la République Centrafricaine post Indépendance.

**Solution** : Il est possible de recruter des milliers de jeunes Centrafricains aujourd'hui pour soutenir l'action militaire de SANGARIS et de la MISCA à moindre frais

Une tentative de recrutement était organisée en Aout 2012 pour augmenter l'effectif de la sécurité présidentielle. Malgré les exigences de frais de dossier très élevées, 10.000 candidatures furent enregistrées pour 800 places prévues. Ce recrutement était entaché d'irrégularités qui déclenchèrent une émeute.

## **2-Politique transitionnelle : Pour une réorganisation des forces de défense**

*Jeune Afrique* a rapporté le 27/03/14 que la présidente de la transition a demandé publiquement le réarmement de l'armée, de la police et de la gendarmerie centrafricaine : « dès mon élection, j'ai demandé le réarmement de nos militaires, de nos gendarmes et de nos policiers. Mais j'ai été confrontée à un refus poli de la part du Conseil de sécurité des Nations unies [...] la question du réarmement de nos forces ne dépend pas que de moi. Je m'emploie tous les jours à convaincre nos partenaires extérieurs ».

Pour wa A za, ces déclarations ne peuvent être crédibles que soutenues par un rapport d'experts ou d'une commission spécialisée. Ce rapport devrait expliquer la méthodologie de la reconstruction des FACA et justifier les raisons et les procédures de son réarmement. Elle devrait aussi établir un programme de financement clair et argumenté pour être accepté par la communauté internationale.

### 3-Recrutement d'éléments supplémentaires pour les forces de défense

L'histoire centrafricaine nous enseigne que pour conserver le pouvoir et continuer impunément la pratique de la prédation d'Etat et de la mal gouvernance, les présidents centrafricains ont transformé l'armée nationale en sécurité présidentielle.

Cette reconstruction des forces de défense et de sécurité et le recrutement de nouveaux personnels doivent tenir compte du passé politique centrafricaine et de l'équilibre ethnique.

Les modalités d'organisation de ce recrutement et du mécanisme de financement doivent intégrer les leçons du passé. Selon le dernier découpage électoral de 2011, la RCA comprend 75 sous-préfectures. Il faut les sillonner et faire passer des examens d'aptitudes physiques à tous les jeunes en âge d'être incorporer dans l'armée.

La remise en état des casernes peut se greffer sur le programme de formation des hommes recrutés. Part ailleurs, les éléments cantonnés à l'issue du désarmement peuvent participer à la fabrication de parpaings servant à la reconstruction des casernes. Ce travail entre dans le cadre de reconversion professionnelle et s'inscrit dans la valorisation d'une jeunesse désorientée sans formation professionnelle.

Le rôle de sécurité présidentielle imposé aux FACA par les différents présidents pendant des années, rend difficile la confiance à nos soldats, malgré leur volonté patriotique et de leur capacité militaire. Pour rétablir cette confiance, wa A za pense qu'il faut recycler, former à l'éthique militaire et accompagner psychologiquement.

**But du quadrillage des sous-préfectures : permettre de recruter entre 10.000 et 15.000 soldats de deuxième classe originaires de toutes les régions de la RCA.**

**Solution : La demande de réorganisation devra être accompagnée d'un schéma clair de développement des équipements des forces de défense et sécurité de haute technologie, renforcée par une stratégie de transformation et de gestion des équipements existants. Cette demande devra résulter du travail de groupe d'experts en matière de politique militaire et de défense**

## 4-Equiper les forces de défense de la Transition

L'opération Sangaris et la Misca subissent plusieurs pesanteurs. On constate que les forces politiques sous régionales, internationales et nationales, tant civiles que militaires, n'ont pas une démarche conjointe dans la recherche de solutions à la crise. Il manque une coordination nationale de la stratégie entre le gouvernement et la chaîne de commandement unifié Sangaris-Misca-FACA. L'exemple du retrait annoncé du contingent tchadien de la Misca en est une parfaite illustration.

Un compromis ou une coordination est nécessaire parce que la situation d'enlèvement connue à ce jour pourrait être limitée ou minimiser par l'implication des premiers concernés dans le combat.

La rémunération de nos soldats est un facteur important. Elle doit être à la hauteur des risques liés au travail de défense de l'intégrité du territoire. Socialement, nos soldats doivent être reconnus comme des acteurs de développement.

Un aspect important de cette réorganisation consiste à mettre en place un plan de la modernisation des troupes. Il faut développer un système d'enseignement scolaire spécifique pour renforcer le travail idéologique, l'entraînement des troupes et le maniement des armes. Dans le cadre de l'équipement des forces de défense et de sécurité en infrastructures, on doit créer les centres de commandements militaires et les casernes en dehors des grandes agglomérations afin de profiter d'un environnement propice aux entraînements.

La sécurité des personnalités doit être assurée par la garde républicaine. Pour ce faire, faut l'équiper et la former afin de remplir ce rôle en plus de ses attributions de surveillances pénitencier.

## 5- Fondamentale d'une force de défense et de sécurité de Transition

Dans la note supplémentaire du 01/11/2013 qui accompagnait le manifeste, wa A za avait précisé que le débat sur la forme de l'armée nationale future de la RCA ainsi que de la réorganisation des FACA, quelle soit une armée de conscription ou

**Solution : Etablir un cahier des charges ou une feuille de route militaire.**

**1/Définir les différents organes pour organiser la sécurisation de la population et des institutions.**

**2/Définir le programme de formation accélérée de ces structures de défense et de sécurité ainsi que des structures chargées d'assurer ces formations**

**3/ Définir puis fixer les échéances**

**4/ Présenter le cahier de charge ou cette feuille de route**

de professionnalisation, relève de la responsabilité de l'Assemblée nationale. Cette observation reste valable dans la présente réflexion.

En attendant, la réorganisation des forces de défense et de sécurité reste la réponse aux urgences sécuritaires et au traumatisme du peuple.

A la fin de la mission Misca et sangaris, l'armée Centrafricaine, forte de cette expérience, devra être capable de sécuriser tout le pays et de coopérer militairement avec les académies militaires d'autres pays.

Une des dernières stratégies dans l'effort de restructuration des forces de défense et de sécurité consisterait certainement pour le gouvernement de transition à se faire assister par la Direction générale des Affaires politiques et de sécurité du Ministère des Affaires étrangères français. La Direction de la Coopération de sécurité et de Défense, sise boulevard des Invalides à Paris pourrait aider dans ce sens : *« En Afrique subsaharienne, la DCSD se concentre sur des projets définis en partenariat, privilégiant autant que possible une approche régionale ou sous-régionale, au travers d'écoles et de centres de formation, dans le domaine du maintien de la paix, du renforcement de l'Etat de droit et de la sécurité intérieure. Cette coopération est ouverte à tous les pays. »*

## 6-Conclusion

De la MISAB à la FOMAC en passant par le processus du Désarmement Démobilisation Réinsertion des groupes politico-militaires signataires de l'Accord de Paix Global de Libreville de 2010, aucun résultat, en termes d'autorité de l'Etat et de bonne gouvernance n'a été constaté, à ce jour. La crise centrafricaine persiste malgré toutes ces missions parce que les principaux intéressés n'ont jamais été impliqués dans le processus.

C'est la raison pour laquelle le cercle de réflexion pense qu'il faut impliquer les FACA en vu de prendre la relève à la fin de la mission de Sangaris et de la Misca voire de participer à des opérations extérieures.

Fait à Paris le 5 avril 2013

Cercle de Réflexion waAza

contact@waaza.org, Téléphone de contact +33 6 50 65 03 57

**Pour adhérer à waAza : [contact@waaza.org](mailto:contact@waaza.org)**